



Réorganisation de l'Etat : une seule académie en région Paca pourquoi faire ?

Déclaration commune des organisations syndicales lors du CAEN commun aux deux académies CFTC, CGT Educ'Action, FSU, Sgen-CFDT, Siaes-Faen, Snalc

Réorganiser l'Etat est un chantier de taille, mais les délais imposés - décisions annoncées mi juillet suite à une communication en conseil des ministres le 22 avril - sont la preuve que les avis et les demandes des professionnels que nous sommes et ceux des usagers ne seront pas le ciment de cette énième réforme qui affectera durablement les services publics. Le gouvernement continue d'ignorer de façon magistrale les besoins des usagers dans les différents territoires et refuse de poser les questions stratégiques et opérationnelles. C'est en réalité la boussole des réductions des dépenses publiques qui guide l'enchaînement des différentes réformes dont la réorganisation de l'Etat n'est que la suite logique.

La nouvelle carte administrative des régions adoptée l'an dernier sans avoir vraiment posé les différentes missions à prendre en charge et réfléchi à quels seraient les acteurs les mieux à même de les assumer n'a au final guère de sens. Mais elle oblige l'Etat à se questionner sur sa propre organisation avec le prisme d'économies financières et la mise en concurrence des territoires. Alors que des ministères refusent de calquer leur organisation sur le découpage administratif des régions, le ministère de l'éducation nationale est aujourd'hui prié par le premier ministre de réduire le nombre d'académie.

Les deux recteurs ont présenté aux organisations syndicales deux scénarii :

- Un rapprochement renforcé des deux académies permettant plus de cohérence sur certains dossiers à compétences partagées avec le niveau régional.
- La fusion des deux académies regroupant 6 départements sans plan social et conservant le site de Nice et sans incidence pour les affectations des personnels...

Les organisations signataires sont convaincues que sur les dossiers à compétences partagées (l'orientation, le décrochage, la carte des formations, les constructions de lycée) il est nécessaire et indispensable d'avoir une parole forte et cohérente de l'Education Nationale en face du conseil régional. Il faut également poursuivre des réunions régulières des deux CAEN sur toutes ces compétences.

Parce qu'à ce jour la démonstration d'une amélioration des conditions de travail des personnels et du service rendu aux usagers du service public de l'éducation nationale n'a pas été faite, les organisations signataires sont hostiles à la fusion des deux académies.

L'objectif de cette restructuration est à court terme de supprimer des emplois et de mutualiser des services, comme les chancelleries, les services informatiques, les

CROUS, pour mettre en oeuvre la politique d'austérité appliquée par les gouvernements successifs ces dernières années. Cette restructuration entraînerait inévitablement des disparitions de missions et donc des mobilités forcées, géographiques et fonctionnelles. Ce serait aussi à moyen terme la mise en oeuvre d'une éducation régionalisée. La FSU et renouvellent leur attachement à une organisation de l'éducation nationale qui garantisse l'unité, la continuité et l'équité du service public. C'est en impliquant les personnels sur ces choix décisionnels que l'évolution des services pourra se faire dans le sens de l'intérêt général.

Les syndicats signataires resteront très attentifs aux annonces estivales du gouvernement et combattons une réforme qui va accroître les inégalités sociales et territoriales et agissons pour le maintien d'un service public de l'éducation nationale assurant à chacune et chacun une formation qualifiante.